

Note de positionnement conjointe AFD-Cirad

.....

**TRANSFORMER LES SYSTÈMES
ALIMENTAIRES POUR AMÉLIORER
LA NUTRITION**





© Aizar Raldes

En 2015, la communauté internationale s'est fixée l'objectif d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir une agriculture durable (Objectif de développement durable n° 2 – ODD2). L'atteinte de cet objectif demeure un défi majeur : près de 3 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une alimentation saine ; le retard de croissance affecte 20 % des enfants de moins de 5 ans ; plus d'un tiers de la population mondiale souffre de carences en micronutriments et le taux d'obésité des adultes ne cesse d'augmenter et atteint 16 % à l'échelle mondiale¹.

Les multiples formes de la malnutrition

Dans les Suds, les populations sont confrontées au « triple fardeau » de la malnutrition, qui se définit par la coexistence de la dénutrition, de carences en micronutriments, et de surpoids/obésité. L'augmentation de la vente et de la consommation d'aliments transformés riches en énergie, en particulier en graisses et sucres, et en sel, mais pauvres en fibres et en certains micronutriments, ainsi que la publicité sans régulation de ces aliments, contribuent à ce triple fardeau.

Les liens entre malnutrition et sécurité sanitaire des aliments

Aux problèmes de malnutrition s'ajoutent ceux de la sécurité sanitaire des aliments. Les modes de production agricole et agro-alimentaires actuels génèrent des contaminations diverses (résidus de pesticides, d'antibiotiques, présence de métaux lourds, de micro-plastiques ou de perturbateurs endocriniens) qui affectent la santé. Si les maladies d'origine alimentaire liées à des contaminations biologiques des aliments affectent la nutrition, certaines études ont révélé que l'exposition à des toxicités chimiques pourrait aussi engendrer un cercle vicieux de maladies et de malnutrition.

Les coûts économiques et environnementaux de la malnutrition

Outre leurs effets sur la santé, les systèmes alimentaires actuels sont remis en question pour leurs impacts socioéconomiques et environnementaux (émissions de gaz à effet de serre, pollutions, érosion de la biodiversité, surexploitation de ressources naturelles, partage inéquitable de la valeur ajoutée dans les filières...). La FAO estime à 12 000 milliards de dollars, soit 10 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, les coûts cachés (environnementaux, sanitaires et sociaux) des systèmes alimentaires actuels (FAO, 2024).

Un consensus s'est désormais établi sur la nécessité de transformer les systèmes alimentaires afin d'améliorer la nutrition des populations, en rendant accessibles à tous des aliments sains, diversifiés et riches en micronutriments. Le coût de l'inaction est élevé. À l'échelle mondiale, les pertes de productivité dues à la dénutrition et aux carences en micronutriments se chiffrent à environ 21 000 milliards de dollars, tandis que les coûts sociaux et économiques liés à l'obésité et à la surcharge pondérale s'élèvent à 20 000 milliards de dollars, sur une période de dix ans, d'après la Banque mondiale². En Afrique, la malnutrition se traduit, chaque année, par une perte économique estimée à 11 % du PIB continental.

Investir pour changer la donne

À l'inverse, investir dans les systèmes alimentaires contribue à améliorer la nutrition et apporte des bénéfices pour la société et pour la planète. Chaque dollar investi dans la lutte contre la malnutrition, en se concentrant uniquement sur ses déterminants immédiats (consommation alimentaire inadéquate et maladies), génère en moyenne un retour de 23 dollars. Ces investissements sont donc parmi les plus rentables en matière de

développement³. En effet, ils permettent de briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition et le cercle vicieux du "mal-développement" et offrent des avancées multidimensionnelles dans la lutte contre la pauvreté.

A l'occasion du Sommet N4G à Paris, l'AFD et le Cirad soulignent la **nécessité de mieux intégrer les enjeux de nutrition dans la transformation des systèmes alimentaires**.

La France, aux avant-postes d'une alimentation saine et durable

La France est pleinement engagée dans l'amélioration de la nutrition à l'échelle internationale. Cet engagement se reflète dans la « Stratégie internationale de la France pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable », dont les 5 principaux objectifs sont i) renforcer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ii) développer des systèmes agricoles et alimentaires durables, iii) renforcer l'action française sur la nutrition, iv) appuyer la structuration de filières agroalimen-

taires durables pour favoriser la création d'emplois décents dans les territoires ruraux, notamment pour les jeunes et v) renforcer les actions d'assistance alimentaire aux populations vulnérables et améliorer leur résilience.

En mars 2025, la France accueillera la prochaine édition du Sommet Nutrition for Growth (N4G), à Paris. À cette occasion, l'AFD et le Cirad soulignent la nécessité de mieux intégrer les enjeux de nutrition dans la transformation des systèmes alimentaires.



© Ricci Shryock/AFD

LES 5 PILIERS DE LA SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE

La sécurité nutritionnelle existe quand, toutes les personnes, à tout moment, ont un accès physique, social et économique à la nourriture, qui est consommée, en quantité et qualité suffisante pour répondre à leurs besoins et préférences alimentaires, et est soutenue par un environnement adéquat en matière d'assainissement, de services de santé et de soins, permettant une vie saine et active⁴.

La sécurité nutritionnelle dépend de 5 piliers qui sont les systèmes **i) alimentaire, ii) de protection sociale, iii) d'eau, d'assainissement et d'hygiène, iv) d'éducation, de connaissances, de bonnes pratiques et v) de santé**. Le tout couronné par une gouvernance multisectorielle ainsi qu'une communication appropriée. Ces différents systèmes influencent **i) les déterminants immédiats de la nutrition à travers**

des actions spécifiques et ii) les déterminants sous-jacents et structurels de la nutrition à travers des actions sensibles. La malnutrition, un enjeu global majeur, pèse comme un triple fardeau de : **i) Malnutrition protéino-énergétique, ii) carences en micronutriments (« tueur silencieux ») et iii) surpoids et obésité**.

¹ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2024. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024. Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd1254fr>

² Cadre d'investissement pour la nutrition 2024 de la Banque mondiale. (2025, 3 février). Focus 2030. <https://focus2030.org/Cadre-d-investissement-pour-la-nutrition-2024-de-la-Banque-mondiale>

³ idem

⁴ UNSCN, 2013, United Nations System Standing Committee on Nutrition, Plan 2013.

I. Mieux intégrer les enjeux de nutrition dans la transformation des systèmes alimentaires

Intégrer les enjeux de nutrition dans la transformation des systèmes alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire des populations, et donc leur régime alimentaire, contribuera à améliorer leur état nutritionnel et à combattre la malnutrition sous toutes ses formes, tout au long de la vie. Cette intégration complète d'autres types d'interventions portant plus directement sur la qualité des régimes alimentaires ou sur l'état de santé des populations (enrichissement au niveau de la transformation ou supplémentation médicamenteuse en micronutriments par exemple). Ces interventions permettent notamment de cibler des groupes de population vulnérables, tels que les enfants dans la fenêtre des 1 000 jours (du 1^{er} jour de grossesse à 24 mois) et les femmes en âge de procréer⁵.

Pour le Cirad et l'AFD, adopter une "approche système alimentaire"⁶ implique d'intégrer les enjeux de nutrition dans toutes les composantes de ces systèmes depuis la production jusqu'à la consommation, sans oublier la transformation et les environnements alimentaires, tout en considérant le contexte social, économique, politique, environnemental ou culturel dans lequel ils s'inscrivent. Cette approche systémique permet également de penser les objectifs nutritionnels en lien avec les autres objectifs de durabi-

lité des systèmes alimentaires. Lors du 1^{er} Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) en 2021, ainsi qu'en 2023 lors du bilan à deux ans de ce Sommet, les acteurs ont été invités à renforcer le lien entre les systèmes alimentaires et les défis que constituent le changement climatique, la perte de biodiversité, la santé, etc. L'UNFSS a ainsi marqué un tournant en reconnaissant le potentiel de la transformation des systèmes alimentaires pour répondre aux grands enjeux globaux. Le rapport Global

Sustainable Development Report (GSDR) 2024 a confirmé cette évolution en citant les systèmes alimentaires comme un des six leviers de transformation à fort potentiel synergétique. Ainsi, de nombreuses initiatives, formelles ou informelles, appellent les acteurs à travailler aux nexus entre agriculture, alimentation, nutrition, changement climatique, biodiversité, et en considérant les « santés » - des sols, des plantes, des animaux, des humains et de l'environnement⁷.



Adopter une “approche système alimentaire” implique d’intégrer les **enjeux de nutrition** dans **toutes les composantes** de ces **systèmes**.

La recherche de synergie entre les différents objectifs de développement durable liés aux systèmes alimentaires guide également les interventions du Cirad et de l’AFD. Elle se traduit par de grands principes d’action et des priorités de recherche, tels que :

➤ **Transformer les pratiques de l’ensemble des acteurs des systèmes alimentaires en accompagnant notamment les agricultrices et agriculteurs familiaux, les entreprises des filières et les organisations de la société civile.**

Intégrer les enjeux de nutrition dans la transformation des systèmes alimentaires permet de combattre la malnutrition sous toutes ses formes et tout au long de la vie, avec une attention particulière à l’égalité entre les femmes et les hommes et à la jeunesse ;

➤ **Développer une approche territoriale** qui promeut la diversité des modes d’alimentation, dans les villes comme dans les campagnes, valorise les ressources présentes sur les territoires (biodiversité agricole, aliments, savoir-faire, etc.) et s’appuie sur des réseaux d’acteurs politiques, citoyens et économiques pour transformer les systèmes alimentaires ;

➤ **Soutenir la transition agroécologique** pour transformer les systèmes alimentaires en mobilisant l’ensemble de ses principes⁸, relatifs aux pratiques agronomiques, mais aussi à la gestion des ressources naturelles, à la connectivité entre producteurs et consommateurs, à la co-création de connaissances ou encore à l’équité et au genre.

➤ Par ailleurs, il est essentiel d’**appréhender l’alimentation dans ses multiples dimensions**, sociales, culturelles, hédoniques, et pas seulement comme une consommation de nutriments, et mettre en lumière le faisceau de représentations et de relations sociales dans lequel s’inscrit l’acte de manger. Il importe également de **co-construire les solutions** entre acteurs de la recherche, décideurs, opérateurs du développement et citoyens à différentes échelles : interfaces science – politique – société, plateformes multi-acteurs et « livings labs ».



⁸ Marie T Ruel, Harold Alderman, 2013. *Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition?* *The Lancet* 382, 536–551. [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60843-0](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60843-0).

⁹ Cette approche est décrite dans le rapport du Panel d’experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) : HLPE 2017. *Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d’experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition* du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome.

¹⁰ Par exemple, dans le cadre de la Déclaration des Emirats Arabes Unis sur l’agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l’action climatique issue de la COP28, les 159 Etats membres s’engagent à intégrer les systèmes alimentaires dans leurs engagements en matière de climat et biodiversité d’ici à la COP30. *Le “Processus de Montpellier”, qui constitue un processus d’apprentissage collectif, géré par une communauté de partenaires pour mettre en place des interfaces science-politique-société (SPSI) plus efficaces à toutes les échelles, dans tous les secteurs (environnement, santé, population) et systèmes de connaissances, a également cette ambition.*

¹¹ FAO, HLPE, IPES-Food



2. Encourager des politiques et des investissements publics favorables à la nutrition

Soutenir des politiques publiques favorables à la sécurité nutritionnelle

L'AFD et le Cirad travaillent à la création d'un environnement favorable à la sécurité nutritionnelle à travers une gouvernance multisectorielle et multi-acteurs, le plaidoyer et une approche intégrée de la nutrition dans les politiques sectorielles. Intégrer des objectifs nutritionnels au sein d'autres secteurs que la santé (agriculture, élevage, environnement, éducation, eau, hygiène et assainissement, protection sociale, etc.) et transformer les systèmes alimentaires pour qu'ils soient plus « sensibles » à la nutrition, plus durables et résilients, exigent de s'organiser et de travailler autrement ensemble.

Cela passe notamment par 7 actions : i) appuyer le plaidoyer pour des stratégies nutritionnelles durables ; ii) mobiliser les gouvernements, collectivités territoriales, établissements de recherche, ONG et société civile, notamment les jeunes, partenaires internationaux/agences de développement et secteur privé pour promouvoir des solutions adaptées aux défis de la nutrition dans une vision intégrée et une bonne coordination, iii) favoriser la concertation multi-acteurs pour renforcer les capacités nationales d'amélioration des cadres normatifs et politiques ; iv) promouvoir des normes de qualité pour les produits alimentaires et la surveillance de cette qualité ; v) sensibiliser aux bonnes pratiques nutritionnelles ; vi) accompagner l'entrepreneuriat pour favoriser une pro-

duction locale saine, en s'appuyant sur les liens public-privé pour un passage à l'échelle ; vii) mettre en place des mécanismes de régulation de la production et de la distribution de produits ayant un profil nutritionnel inadéquat pour en limiter la consommation.

S'appuyer sur l'agroécologie pour améliorer la nutrition

Les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition, qui entretiennent la biodiversité agricole et s'appuient sur une approche agroécologique, doivent être largement soutenus dans les orientations et les instruments de politiques publiques. Dans le cadre des politiques agricoles, cela implique de faire de la nutrition une priorité des systèmes alimentaires en complé-

ment d'une analyse sous le prisme des quantités alimentaires produites ou de la génération de devises.

Si produire plus reste un enjeu majeur dans certains contextes où la croissance démographique est rapide, la priorité est surtout de produire mieux, avec un respect constant de l'environnement ainsi que de l'inclusion sociale et territoriale. Cela permet d'assurer une production durable d'aliments plus diversifiés, sûrs et riches en nutriments.

Pour l'AFD et le Cirad, l'intensification agroécologique de la production agricole est la voie privilégiée pour nourrir sainement et en quantité suffisante une population mondiale croissante tout en préservant la planète⁹.

En milieu rural, l'agroécologie entretient la biodiversité agricole et contribue à améliorer la diversité alimentaire et la nutrition des agricultrices et agriculteurs à travers l'autoconsommation et l'approvisionnement diversifié des marchés locaux. Elle promeut également une plus forte autonomie des agricultrices (champs et revenus propres, pouvoir de décision), qui influe positivement sur la qualité des repas de la famille. En milieu urbain, les marchés de produits agroécologiques offrent des produits sains, moins transformés et respectueux des diètes traditionnelles. En outre, le rapprochement entre consommateurs et producteurs favorise des échanges sur les enjeux d'alimentation, de santé et d'environnement.

Dans certains contextes où l'offre alimentaire est peu diversifiée et la prévalence de carences en micronutriments élevée, **repenser la sélection variétale, de façon participative, pour intégrer la qualité nutritionnelle comme critère prioritaire**, peut contribuer à améliorer la nutrition. Cela doit être fait en prenant également en compte des critères de rendements, de résistance aux maladies, d'adaptation au changement climatique et dans une

approche agroécologique. La biofortification des cultures de base des populations est expérimentée par le Cirad, à partir des pratiques agricoles locales et dans une perspective de transition agroécologique. Elle consiste à améliorer les teneurs en micronutriments de ces cultures en ciblant les minéraux qui y sont naturellement présents. Par exemple, en Amérique latine et à Madagascar, des variétés de riz à haute teneur en zinc dans le grain blanchi ont été développées à l'aide de méthodes conventionnelles de création variétale.

L'intensification agroécologique de la production agricole constitue la voie privilégiée pour nourrir sainement et en quantité suffisante une population mondiale croissante tout en préservant la planète.

L'AFD et le Cirad soutiennent également le **développement des filières protéines végétales** telles que les légumineuses pour l'intensification écologique de la production agricole. Les légumineuses (niébé, soja, arachide...) sont une source de protéines, à la fois pour les ménages et pour l'élevage. Elles rentrent dans des cycles de rotation des cultures et contribuent à l'amélioration des revenus des exploitations agricoles, en diversifiant les productions, et en améliorant la fertilité des sols et de fait les rendements. Dans le cadre de l'initiative conjointe de l'Union européenne et de l'Union africaine pour le développement des protéines végétales, lancée lors du 6^e sommet UE-UA (2022), plusieurs projets ont été financés pour renforcer la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans certains pays de la Grande muraille verte notamment le Sénégal, la Mauritanie et le Tchad¹⁰.

Entretien de la biodiversité agricole

Les données disponibles montrent une forte érosion de la biodiversité agricole¹¹ : par exemple, la FAO indique que 75 % des aliments de la planète proviennent d'à peine 12 espèces végétales et 5 animales. Ce système alimentaire, historiquement construit dans une logique de rendements, a montré sa vulnérabilité par rapport aux risques climatiques, économiques, sanitaires, etc.

L'agro-biodiversité doit être au cœur de la production agricole.

L'AFD et le Cirad ont montré que la biodiversité agricole était un levier clé de la diversité alimentaire, elle-même essentielle à une bonne nutrition. En zone sahélo-soudanienne par exemple, la diversité alimentaire des ménages agricoles repose à la fois sur l'autoconsommation, des achats sur le marché et des produits trouvés dans la nature (cueillette, pêche, chasse). Les parts respectives de ces trois sources complémentaires pour assurer la diversité alimentaire varient suivant les contextes locaux, les produits et les périodes de l'année.

La biodiversité agricole peut donc contribuer à la fois à la nutrition humaine, à la santé des sols, des écosystèmes et à la résilience des systèmes de production ; elle doit être au cœur des systèmes alimentaires. L'un des enjeux de la transformation des systèmes alimentaires est dès lors de « dé-spécialiser » les modèles de développement agricole et de co-concevoir des systèmes de production adaptés à chaque contexte spécifique.

⁹ Pour une meilleure intégration de la transition agroécologique dans les projets financés par le groupe AFD | AFD - Agence Française de Développement

¹⁰ Le groupe AFD et la Grande muraille verte au sud du Sahara | AFD - Agence Française de Développement

¹¹ Elle correspond à la diversité des ressources génétiques, des espèces et des écosystèmes concernant les cultures, les animaux et les micro-organismes, qui est entretenue par les agriculteurs, Third International Agrobiodiversity Congress.



Améliorer la qualité nutritionnelle des aliments les plus consommés

Les travaux du Cirad visent à améliorer la qualité nutritionnelle des aliments traditionnels (racines-tubercules, plantains, légumineuses, céréales, et fruits tropicaux), en sélectionnant les variétés les plus adaptées dans des systèmes de production agro-écologiques ou en étudiant l'impact des procédés de transformation sur la qualité nutritionnelle de ces aliments. La qualité sanitaire, leurs propriétés physico-chimiques et les coûts énergétiques de la transformation sont également pris en compte. Ces travaux concernent des produits largement consommés par des populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et permettent de les rendre plus sains et nutritifs, tout en les maintenant accessibles au niveau économique. Développées avec et pour les micro, petites et moyennes entreprises des territoires, ces innovations contribuent à la création d'emplois, le plus souvent de femmes et de jeunes. Certains produits traditionnels sont par ailleurs valorisés pour leurs vertus nutritionnelles, comme le lait de chamelle pour certaines populations d'Afrique, souffrant de déficit en apports de protéines animales ou de calcium, notamment dans les régions désertiques ou semi-désertiques.

Par ailleurs, face à l'augmentation de l'incidence des maladies chroniques liées à l'alimentation telles que les maladies cardiovasculaires ou le diabète de type 2, certains projets de recherche ont vocation à développer des aliments fonctionnels à base de céréales/fruits fermentés (inspiré d'aliments traditionnels, mais enrichis en composés bioactifs) et leurs effets sur l'organisme et la nutrition-santé sont étudiés.

Soutenir un élevage durable, notamment pour son apport en protéines animales dans les zones déficitaires

Dans des contextes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle où les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en matière de consommation de protéines d'origine animale ne sont pas atteintes, l'accroissement de la productivité des filières animales, de manière durable et compatible avec une trajectoire bas-carbone, doit être soutenu pour améliorer la nutrition des populations.

L'AFD et le Cirad réaffirment **l'importance d'accompagner le pastoralisme et l'agro-pastoralisme en zone sahélienne** en veillant à la préservation des pâturages et des parcours. Les systèmes d'élevage mobile de ruminants permettent de répondre à la hausse de la demande, liée notamment à la forte croissance démographique, et d'alimenter les centres urbains et les marchés des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest déficitaires en protéines animales. L'intégration agriculture-élevage est en outre un levier important en agroécologie pour le maintien de la fertilité des sols agricoles. Considérant que l'élevage contribue à l'atténuation des chocs pour beaucoup de populations rurales pauvres, l'AFD soutient en priorité des filières à fortes retombées pour les populations locales en zones rurales, favorables à la biodiversité et résilientes au changement climatique.

Investir dans un élevage durable, contribuant à l'amélioration de la nutrition des populations, nécessite également de s'assurer de :

- › **la durabilité de l'alimentation animale** via une meilleure intégration de l'agriculture et de l'élevage dans les territoires, une traçabilité de la production de l'alimentation animale et sa production selon les meilleures pratiques (« zéro déforestation » et pratiques agroécologiques) et la mise en place de bonnes pratiques de gestion des pâturages ;
- › **la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la maîtrise de l'effet rebond** en privilégiant le développement de filières locales et de circuits courts en alternative aux importations (lait, volaille), en veillant à réduire les émissions par l'amélioration de la santé et l'alimentation animale.
- › **l'amélioration du traitement des effluents et de l'efficacité énergétique** des équipements et la limitation des pertes, en accompagnant l'adoption de pratiques à plus faible empreinte carbone, et en maîtrisant la croissance du cheptel ruminant.

**L'AFD et le Cirad
réaffirment l'importance
d'accompagner
le pastoralisme et
l'agro-pastoralisme
en zone sahélienne.**

Pour des régimes alimentaires durables, un apport suffisant et non excessif de protéines d'origines végétales et animales, produites dans des conditions compatibles avec une trajectoire bas carbone et de manière à préserver la biodiversité est ainsi nécessaire. La diversification des sources de protéines (viandes blanches, poissons, protéines végétales...) doit être recherchée, de même que la production de protéines locales la moins émissive.

Changer les environnements alimentaires des villes

À travers une démarche de co-construction des politiques publiques urbaines associant recherche, acteurs publics et privés, citoyens, le Cirad et ses partenaires expérimentent différentes formes d'interventions visant à changer l'environnement alimentaire des consommateurs, des écoles et des commerçants. L'objectif est de favoriser l'accès des populations les plus en insécurité alimentaire à une alimentation locale plus sûre et saine, tout en favorisant un tissu de petites entreprises fournissant des emplois et donc des revenus aux femmes et aux jeunes.

Au Tchad, l'AFD finance un projet pour diversifier les productions maraîchères, d'élevage et de pisciculture et augmenter les revenus en zone péri-urbaine. La finalité du projet est de contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire dans la capitale Ndjamena et sa périphérie, en améliorant l'accès et l'approvisionnement des marchés¹².

En République Démocratique du Congo, l'approvisionnement des 17 millions d'habitants de la capitale Kinshasa constitue un enjeu crucial. Le projet d'Autonomisation par la Valorisation

de l'Entrepreneuriat rural sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient au changement climatique autour de Kinshasa (Avenir), cofinancé par l'AFD et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) améliorera l'approvisionnement de Kinshasa en denrées alimentaires locales et durables. Le projet agira notamment via le financement d'infrastructures de désenclavement (pistes rurales) et la modernisation des marchés ruraux.

Il soutiendra aussi l'agriculture familiale et les initiatives d'entrepreneuriat agricole et rural, mis en œuvre par des organisations de producteur.trices, des femmes et des jeunes et ciblant des filières à haute valeur nutritionnelle (maraîchage).

Faire de l'alimentation scolaire un levier pour l'économie locale et l'accès à l'éducation

L'AFD, le Cirad et leurs partenaires participent à améliorer durablement l'approvisionnement scolaire, en qualité comme en quantité, sur la base de filières locales dans les territoires d'intervention. Investir dans l'alimentation scolaire, en privilégiant les produits locaux, a un double impact : créer de la valeur ajoutée dans les territoires ruraux en fournissant des débouchés

aux produits locaux et améliorer les taux de scolarisation tout en renforçant la réussite académique des enfants, grâce à une meilleure concentration en classe. Ce soutien nutritionnel est également essentiel pour l'insertion scolaire des filles, en réduisant les inégalités de genre et en favorisant leur parcours éducatif. Ainsi, les deux institutions soutiennent une alimentation scolaire traditionnelle et diversifiée, en veillant à fournir des repas répondant aux besoins nutritionnels des élèves, tout en structurant des filières et l'approvisionnement local.

Depuis 2022, à travers le Programme Alimentaire Mondial, l'AFD finance un projet au Burkina Faso permettant aux organisations rurales de la zone d'intervention d'augmenter leur production en la vendant aux cantines scolaires. Il permet ainsi de sécuriser leurs débouchés et leurs revenus tout au long de l'année scolaire tout en démontrant l'intérêt d'une stratégie d'achats locaux auprès de petits producteurs. Les élèves et le personnel des écoles peuvent ainsi bénéficier de repas équilibrés et issus de produits locaux. Cette intervention renforce le rôle et les responsabilités des femmes, des producteurs et des structures administratives locales tout au long de la chaîne de valeur.



© A. Lourme Ruiz - Cirad

¹² Pour plus d'information : <https://www.afd.fr/sites/afd/files/pdfs/amenagement-hydro-agricole-du-bahr-linia-phase-1-3260-fr.pdf>

Au-delà des écoles, la **restauration collective**, c'est-à-dire les restaurants d'entreprises, d'universités, d'hôpitaux, de casernes... est constituée de lieux où une offre d'aliments sains, nutritifs et diversifiés peut être proposée, et où peuvent se construire de nouvelles normes sociales et habitudes alimentaires.

La restauration collective y compris scolaire, peut proposer **une offre d'aliments sains**, nutritifs et diversifiés et permettre ainsi la construction de **nouvelles normes sociales et habitudes alimentaires**.

Dans cette perspective, le Cirad s'est engagé dans la coalition internationale sur la restauration scolaire issue du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (UNFSS). Il développe des travaux pour mieux structurer les filières et les marchés localement pour approvisionner les cantines scolaires et les services de restauration collective tout en s'intéressant aux déterminants des consommations, aux environnements alimentaires et à la végétalisation de l'alimentation.

Soutenir les systèmes de garantie de la qualité des aliments et le développement de marchés spécifiques

La certification des produits (Indications géographiques, commerce équitable, agriculture biologique, agroécologie, etc.) - y compris au travers de systèmes participatifs de garantie - et le développement de marchés spécifiques reconnaissant la valeur de ces produits peuvent contribuer à encourager les acteurs des systèmes alimentaires à améliorer leurs pratiques, sensibiliser les consommateurs sur les enjeux de qualité de leur alimentation et de durabilité et valoriser les cultures alimentaires.

Accroître et mieux cibler les financements dédiés à la nutrition

L'amélioration de la nutrition passera par un accroissement des financements publics consacrés aux systèmes alimentaires, en orientant ces soutiens notamment sur la transition agroécologique et l'amélioration de la disponibilité en aliments nutritifs et sains sur les marchés. En 2003, les pays africains ont fixé un objectif positif et ambitieux dans la déclaration de Maputo : consacrer 10 % de leurs dépenses publiques au secteur agricole pour atteindre 6 % de croissance agricole par an. Cet objectif a été réaffirmé récemment lors du sommet extraordinaire de l'UA de Kampala en janvier 2025. Ce dernier a adopté la feuille de route 2026-2035 pour le secteur agricole, avec une ambition et des orientations affichées pour améliorer la nutrition des populations du continent.

L'amélioration de la nutrition passera notamment par **un accroissement des financements publics et privés consacrés à l'agroécologie et aux filières agricoles à haute valeur nutritionnelle**.

La mobilisation des banques publiques agricoles et l'orientation de leur financement vers des investissements pour améliorer la sécurité nutritionnelle des populations sont aussi essentielles. Même si peu d'entre elles ont un mandat incluant des objectifs liés à la nutrition, les banques publiques agricoles ont un rôle clé à jouer dans le financement de l'agroécologie et des filières stratégiques permettant d'accroître l'accès à des protéines et des fruits et légumes.

Les partenaires techniques et financiers doivent continuer à accompagner les efforts des États pour des systèmes alimentaires durables et sensibles à la nutrition en cherchant à maximiser l'impact des financements sur le terrain. Quant au secteur privé, il doit aussi prendre part au financement de la transformation des systèmes alimentaires.

Deux facteurs conditionnent l'efficacité des investissements publics et privés :

i) la mise en place de dispositifs de conseil agricole adaptés, prenant en compte l'ensemble des acteurs des filières agricoles, y compris les organisations professionnelles qui fournissent des services indispensables aux exploitations agricoles familiales. Le conseil agricole permet de créer les capacités pour valoriser les financements et les investissements ;

ii) un plaidoyer renforcé sur l'importance de la prise en compte des enjeux liés à la nutrition, basé sur la production de connaissances et la mise en place de coalitions d'acteurs pour chercher des consensus à l'échelle des territoires, tester les solutions envisageables, les évaluer, puis les passer à l'échelle.



© Srishti Bhardwaj / Ofred Studios / Proparco

Une démarche systémique, une approche territoriale et des investissements croissants ciblés

La transformation des systèmes alimentaires est un levier essentiel pour améliorer la nutrition et répondre aux défis globaux de la sécurité alimentaire, de la santé publique et de la durabilité. Elle nécessite une intégration transversale des enjeux nutritionnels dans les politiques publiques, dans une approche territorialisée impliquant toutes les catégories d'acteurs, ainsi que des investissements dans la structuration des filières alimentaires, l'agroécologie et l'innovation. La valorisation des ressources locales et la prise en compte des dimensions culturelles et sociales de l'alimentation sont également des priorités pour garantir des régimes sains et accessibles à tous.

Face aux besoins d'investissement et aux coûts économiques et humains de l'inaction, il sera nécessaire de mobiliser davantage de financements pour une agriculture et des filières qui contribuent à l'amélioration de la nutrition des populations. Il est également indispensable de mieux cibler les investissements et de renforcer la coopération internationale. C'est la clé pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires, en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés (États, partenaires techniques et financiers, société civile et secteur privé).

Le Sommet **Nutrition for Growth** à Paris en 2025 est l'opportunité de consolider ces engagements et promouvoir des solutions innovantes en faveur de la sécurité nutritionnelle mondiale. L'AFD et le Cirad réaffirment leur engagement à soutenir des systèmes alimentaires sensibles à la nutrition, résilients, équitables et durables contribuant au bien-être des populations, à la santé et à la préservation de notre planète.



A propos du groupe AFD

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.

www.afd.fr



A propos du Cirad

Le Cirad est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Avec ses partenaires, il co-construit des connaissances et des solutions pour des agricultures résilientes dans un monde plus durable et solidaire. Il mobilise la science, l'innovation et la formation afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Il met son expertise au service de tous, des producteurs aux politiques publiques, pour favoriser la protection de la biodiversité, les transitions agroécologiques, la durabilité des systèmes alimentaires, la santé (des plantes, des animaux et des écosystèmes), le développement durable des territoires ruraux et leur résilience face au changement climatique. Présent sur tous les continents dans une cinquantaine de pays, le Cirad s'appuie sur les compétences de ses 1800 salariées et salariés, dont 1240 scientifiques, ainsi que sur un réseau mondial de 200 partenaires. Il apporte son soutien à la diplomatie scientifique de la France.

www.cirad.fr